



8 février 2011 – Dakar, Sénégal

Introduction : « Migration : élément clé du développement global ? »

Nous nous demandons aujourd'hui si les migrations sont ou pourraient être un élément clé du développement global ? Ce qui est certain, c'est que la question migratoire est à la fois extrêmement importante et délicate tant au niveau national, international que global. C'est pourquoi il est essentiel de pallier au manque de discussions ouvertes. Le cadre qui s'offre à nous dans le contexte du Forum Social Mondial est idéal pour répondre à ce besoin.

Nous, progressistes, devons-nous monter suffisamment audacieux pour nous emparer du thème honnêtement : en combattant les préjugés, en défendant la solidarité et le respect des droits de l'homme mais en admettant aussi que la solidarité ne suffit pas et qu'il faut maîtriser le phénomène. Nous devons faire de ce sentiment extraordinaire, une réalité pratique, humaine, profitable à tous.

1. L'Europe a besoin des immigrés

Les migrations deviennent un sujet essentiel de l'agenda européen dans les années 70 lorsque l'Union européenne considère ne plus avoir besoin d'immigrants. Malheureusement, l'Union européenne n'arrive à aucune politique commune sur l'immigration. Depuis les états membres, surtout ceux régit par les partis conservateurs, ferment leur portes aux immigrants en utilisant les outils les plus vils, en s'attaquant de façon acharnée à l'image des immigrants qui sont considérés au mieux comme « impossible à intégrer » au pire comme des criminels.

Pourtant, l'Europe a besoin des immigrés. Alors que le taux de natalité ne cesse de baisser en Europe, l'espérance de vie, elle, ne cesse d'augmenter. L'espérance de vie est actuellement de 75 ans pour les hommes, 82 pour les femmes. Selon les prévisions, elle devrait encore augmenter de 15, 20 ans au cours du 21^{ème} siècle. L'Europe devra alors affronter de forts problèmes démographiques. De 333 millions de personnes actives actuellement en Europe, nous allons passer à 242 millions en 2050, soit une baisse de 90 millions. Si l'Europe veut maintenir l'équilibre entre la population active et la population

passive, et assurer la viabilité du système, elle aura besoin d'ici trente ans de plus de 30 millions d'immigrés.

Ces quelques données montrent à quel poids il est urgent de reconsidérer les immigrants comme des êtres humains et non comme des dangers potentiels. L'attitude dénigrante vis-à-vis de l'étranger doit impérativement faire place à des politiques migratoires progressistes qui visent à maximaliser et promouvoir les bénéfices mutuels et à minimaliser et résoudre les problèmes liés à l'immigration.

2. Les problèmes liés à la migration

Car il faut bien que nous reconnaissons que l'immigration nous pose des problèmes sociaux, culturels, religieux ou même anthropologiques. La peur de l'autre, de la différence, le choc entre autochtones et allochtones favorisent le renforcement de la droite qui joue sur cette peur en l'incitant, la justifiant et même la renforçant.

C'est pourquoi les progressistes doivent placer la question de l'intégration au cœur de leur réflexion sur l'immigration. Et nous devons plus particulièrement, osons le dire, nous centrer sur l'intégration des musulmans. Nous devons nous réapproprier la réflexion et le débat sur l'Islam afin de mettre fin au monopole qu'exerce la droite sur les questions religieuses avec les résultats catastrophiques, que nous connaissons, aux élections récentes, par exemple au Pays-Bas ou en Suède.

Quelles peuvent-être, dans ce contexte, les réponses apportées par les progressistes ?

3. La base d'une politique migratoire progressiste : des droits et des obligations

Un contrat clair entre le pays d'accueil et les immigrants doit être la base même d'une politique migratoire progressiste. Un contrat qui comprend des droits et des devoirs pour tout un chacun.

En ce qui concerne les droits des immigrants, l'Union européenne doit s'engager à accélérer le processus de citoyenneté. C'est-à-dire, une pleine reconnaissance des droits sociaux et civils des migrants dans le pays d'accueil, ce qui inclut, bien entendu, le droit de vote. Nombreux sont les immigrants qui travaillent en Europe à l'aide de faux papiers. Ils contribuent au système social du pays d'accueil, cotisent pour une sécurité sociale et une retraite qu'ils savent ne jamais devoir toucher. Comment l'Union européenne pourrait-elle permettre une telle situation de négation des droits politiques, économiques et sociaux d'une partie de sa population sans que la démocratie en soit affaiblie?

En contrepartie, les droits engendrent naturellement des devoirs. Les immigrants doivent eux aussi s'engager à respecter les lois de leur pays d'accueil. Le respect des lois implique le respect d'absolument toutes les lois, même en ce qui concerne des sujets aussi délicats que le traitement des femmes. Aucun manquement à la loi et aux droits de l'homme ne saura être toléré au nom de la différenciation culturelle.

4. Lutter contre la migration irrégulière

Ce contrat de droits et de devoirs concerne bien entendu la migration légale mais nous devons également faire face au sujet non moins délicat de l'immigration irrégulière, de la clandestinité et du trafic d'êtres humains.

Il va sans dire que les flux migratoires doivent être menés main dans la main par l'Union européenne et les pays émetteurs d'immigration. N'oublions pas de préciser à quels points les intérêts des pays membres de l'Union européenne sont diversifiés en la matière. En effet, alors que l'Allemagne, par exemple, n'a plus de frontière avec l'extérieur, l'Espagne, elle, est une porte d'entrée pour l'Afrique.

La politique de l'Union européenne est depuis plusieurs années de délocaliser la gestion. C'est-à-dire l'externalisation des frontières, impliquant les pays émetteurs dans la surveillance de celles-ci. Ce qui engendre souvent des effets tragiques en termes de respect des droits de l'homme. La lutte contre la clandestinité mise entre les mains des pays émetteurs d'immigrations crée un haut risque humanitaire que nous devons absolument prévenir. En déplaçant ses frontières dans le Sahara, l'UE provoque la mort de nombreux migrants subsahariens, déjà dépouillés par les trafiquants du Congo au Niger, du Tchad au Maroc, puis repoussés par les gardes-frontières et abandonnés à leur sort dans le désert.

Si les pays émetteurs d'immigrations dans le nord de l'Afrique ne respectent pas les droits de l'homme, les pays membres de l'Union européenne ne sont pas non plus un exemple très positif en la matière. Nous progressistes, devons insister davantage sur les droits de l'homme et en particulier sur le respect du droit d'asile et des réfugiés. Il est fondamental que nous nous penchions également sur la question du traitement des demandeurs d'asile dans le pays d'accueil, et le respect des droits de l'homme dans de telles circonstances, notamment en ce qui concerne les centres de détention et les expulsions.

5. Migrations : source de développement ?

Les flux migratoires tant légaux qu'irréguliers, ne pourront être contrôlés que s'ils vont de pair avec une politique progressiste de développement. Tant que la différence du niveau de vie et de revenu sera tellement grande, la tentation d'immigrer sera trop forte et la

gestion des flux migratoires sera extrêmement difficile. La guerre, la famine, les mauvaises conditions économiques, le manque de perspective et d'avenir, sont autant d'éléments qui poussent les jeunes immigrés à tenter l'aventure européenne coûte que coûte, parfois même au prix de leur vie.

Redéfinir notre politique de coopération est essentiel. Nous devons mettre l'accent sur l'éducation et la formation, afin de prévenir la fuite de cerveaux. Il faut, de plus, trouver une alternative de développement durable à l'envoi d'argent au pays par les immigrés, trop souvent considéré par les gouvernements comme la base, le fond de commerce, du développement.

Permettez-moi de faire appel à la responsabilité des gouvernants de l'Union européenne et des pays d'Afrique car seules, les organisations non gouvernementales ne peuvent pas faire tout le travail. Nous, les progressistes devons davantage penser à une politique de développement durable qui offre un avenir et une perspective heureuse de futur, surtout aux jeunes, sans qu'ils doivent risquer leur vie pour éclairer leur horizon.